



Association De l'Aire!
c/o le Jardin des Charrotons
33 chemin des Grands-Champs
1232 Confignon

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 26 AVRIL 2011

Il n'y aura jamais d'éco-quartier aux Cherpines !

Depuis quelques jours, les Genevois-e-s doivent supporter les affiches de la Chambre Immobilière inondant les bus et les journaux du canton. L'agacement lié tant à ce tsunami de propagande qu'au caractère infantilisant du tutoiement utilisé s'est décuplé la semaine passée, lorsque les affiches officielles du PLR ont été découvertes. Celles-ci, dans le pur style de la dénonciation politique rappelant les pamphlets de Georges Oltramare, accusent les Verts de refuser un éco-quartier aux Cherpines.

Le caractère outrancier de cette affiche (de même que l'esthétique inspirée du MCG - qui en l'occurrence en a profité pour repousser les frontières de la grossièreté politique d'un cran) devrait nous dissuader d'en parler. Il nous semble cependant important de clarifier certains points, pour ne pas laisser le champ libre à nos adversaires, et réexpliquer à celles et ceux qui ne l'auraient pas compris qu'**il ne s'agit en aucun cas de construire un véritable éco-quartier aux Cherpines.**

1. Qui se cache derrière ces affiches ?

Mark Muller et ses amis de la Chambre Immobilière sont les plus acharnés défenseurs du déclassement. Lorsque nous avons lancé le référendum, nous pensions nous lancer dans un débat politique contre des adversaires qui défendraient des arguments. Nous réalisons notre naïveté, puisque nous nous trouvons face à des promoteurs qui défendent un marché. Dans ce contexte, les armes utilisées sont toutes différentes, puisqu'il s'agit de faire feu de tout bois et d'investir dans l'espoir d'un rendement.

Le potentiel immobilier de la Plaine de l'Aire s'élève à environ 3 milliards de francs ! En ne dépensant qu'un millième de cette somme (à savoir 3 millions), les bétonneurs ont déjà un budget 200 fois supérieur à celui des référendaires. De quoi bétonner une campagne (aux sens propre et figuré) !

C'est ainsi qu'il faut comprendre le reniement de leur passé et de leurs idéaux. Jamais on n'a vu un libéral militer contre le règne de l'automobile, contre le nucléaire ou pour la taxation des pollueurs!
Leur prétendue conversion à l'écologie est si peu durable que, pour la même votation du 15



Association De l'Aire!
c/o le Jardin des Charrotons
33 chemin des Grands-Champs
1232 Confignon

mai, ils appellent à refuser la très consensuelle initiative pour la mobilité douce.

Pour la petite histoire, Christophe Aumeunier, chantre du site "Urgence-logements", défendait jeudi passé au Grand Conseil le renvoi en commission d'une résolution visant à court-circuiter un énième recours des communes dans le dossier des Communaux d'Ambilly. L'urgence semble manifestement plus forte lorsqu'il s'agit de détruire des terres alluviales que lorsqu'il s'agit de contraindre des communes libérales à accueillir des habitants moins nantis que leurs électeurs, qui plus est concernant des déclassements acquis depuis longtemps...

En bref, Muller qui milite pour un éco-quartier, c'est aussi crédible que Blocher bâtisseur de mosquée!

2. Pourquoi n'y aura-t-il jamais d'éco-quartier aux Cherpines ?

Le terme "éco-quartier", tel qu'utilisé à Fribourg-en-Brisgau dans le quartier Vauban, puis à Malmö, Copenhague, Bedzed et plusieurs autres villes (y compris Genève dans le cas d'Artamis), désigne des projets de **revalorisation de friches industrielles ou militaires, conduites de façon participative par des citoyen-ne-s désireux de ne pas laisser aux promoteurs le soin de les loger.**

Dans le cas des Cherpines, c'est exactement l'inverse qui est en train de se produire. L'Etat décline pour livrer aux promoteurs des terres agricoles d'une fertilité exceptionnelle. De fait, **il n'est jamais écologique de déclasser des terres agricoles fertiles et de diminuer ainsi notre capacité à nous nourrir sans importations.**

Il n'est d'autre part question ni de coopératives d'habitation, ni de participation citoyenne dans l'élaboration du projet, puisque, une fois un éventuel déclassé voté, l'aménagement de cette zone relèvera des urbanistes mandatés par les pouvoirs publics.

On nous oppose quelques objectifs consensuels sur la gestion de la mobilité douce et la récupération des eaux (un cahier des charges de 25 pages sans aucun objectif de performance chiffré a été publié). On retiendra surtout que le projet vainqueur du mandat d'études parallèles présenté il y a une année proposait **7'718 places de stationnement pour 2'500 logements.**

3. Mais encore...

Il faut rappeler à la population que la crise du logement est instrumentalisée par les bétonneurs. En effet, si l'on devait déclasser 60 ha de terres agricoles pour loger 6'000 habitants, il faudrait le faire chaque année ! C'est pourquoi il faut s'attaquer aux causes de la crise plutôt qu'à ses symptômes. Ces causes sont bien connues, elles ont été relevées par le PS, par les Vert'Libéraux vaudois, par Daniel Rossellat, syndic de Nyon: **C'est la politique de développement économique précisément défendue entre autres par les milieux immobiliers qu'il faut reconsidérer !**

Dans le cas des Cherpines, on fait exactement l'inverse, puisqu'à côté des logements prévus (variant de 1'500 à 3'000 selon l'humeur des bétonneurs), 13 ha sont déclassés en zone industrielle. Or, à une densité normale de 1, Une Zone de développement industriel et artisanal (ZDIA) de 13 ha donne



3'900 emplois ! On s'apprête donc à créer plus d'emplois que de logements dans la Plaine de l'Aire c'est-à-dire un ratio encore plus mauvais que dans le projet PAV. **Au lieu de résorber la crise du logement, le déclassement des Cherpines contribuera donc à l'entretenir et à l'accentuer!**

Pour finir, nous devons faire part d'une certaine amertume face à la tournure d'un débat, que l'on souhaitait productif d'une réflexion sur l'agriculture de proximité et l'économie sociale et solidaire et qui s'est transformé en vague de propagande des amis du béton qui ont, par leurs moyens, confisqué le débat. Nous espérons sincèrement que les médias nous donneront la parole et que nous aurons l'occasion d'y défendre nos idées, ce qui a été rarement le cas jusqu'à présent.

Quoi qu'il en soit, nous avons déjà en partie gagné notre combat:

- **C'est en effet la première fois que les partis doivent se positionner sur leur conception concrète de l'agriculture de proximité.**

- **C'est grâce à notre combat que le nombre de logements prévus sur la zone a triplé.** Sans garantie toutefois que ce chiffre ne soit pas revu à la baisse en cas d'acceptation, comme cela s'est passé dans le cas des Communaux d'Ambilly.

- Notre référendum a généré des prises de position d'une saveur particulièrement surréaliste, puisque nous avons vu pour la première fois Mark Muller défendre un éco-quartier et Christophe Aumeunier se réjouir du taux élevé de loyers subventionnés dans un projet immobilier ! L'histoire retiendra, nous l'espérons, ce qui restera de ces vœux pieux lors d'une éventuelle victoire de nos adversaires.

Il n'en reste pas moins que la récupération des thèmes de l'écologie et du logement bon marché par des arrivistes assoiffés de marchés est proprement scandaleuse, lorsque l'on sait le temps et la détermination qu'il a fallu à des organisations, des partis politiques et des particuliers pour amener ces questions au premier plan.

Pour « De l'Aire ! »

Nicolas BLOCH (076 515 53 67)

Julien NICOLET (076 200 45 19)

